

Les régions du Québec dans le monde [5]

Effectifs municipaux : en hausse partout sauf au Québec

Au Québec, la tendance est à la diminution des ressources humaines dans les administrations locales. Depuis l'an 2000, le Québec se distingue en effet du courant observé ailleurs au Canada, qui se traduit par le maintien du niveau d'emploi ou par un accroissement, parfois spectaculaire, des effectifs au service des Pouvoirs publics locaux.

En Ontario, le niveau d'emploi des administrations locales qui assument, il faut le préciser, des responsabilités dans les domaines de la santé, des services sociaux et de l'éducation prises en charge au Québec par les réseaux gouvernementaux, reste proche depuis 1990 de la moyenne canadienne.

L'Alberta conserve des effectifs municipaux (nombre de fonctionnaire par habitant) au-dessus de la moyenne canadienne même si elle connaît une augmentation simultanée de sa population et du nombre de territoires qui accèdent au statut de municipalité. Quant au Nou-

veau-Brunswick, dont une large partie du territoire n'est pas municipalisée, il demeure parmi les provinces qui comptent le moins d'employés municipaux par citoyens.

Pour sa part, la Colombie-Britannique a connu depuis 2000 une évolution nettement inverse à celle du Québec, avec une croissance de près de 36 % de l'effectif des administrations locales. Dans cette province, la révision de la Charte municipale (2003) et la création d'un palier régional d'administration (districts régionaux) avec l'entrée en vigueur de la Loi sur le gouvernement local ont eu pour effet de renforcer les administrations territoriales et d'accroître considérablement leur personnel.

Les chercheurs de L'Observatoire de l'administration publique
ENAP : l'Université de l'administration publique

Nombre d'employés des administrations territoriales pour 1 000 citoyens (1995- 2005)

	Québec	Nouveau-Brunswick	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Canada (moyenne)
1995	11,5	7,0	15,3	12,7	10,2	12,5
2000	10,5	8,0	12,4	13,3	8,4	11,1
2005	9,2	8,2	12,6	13,0	11,0	11,8

Source : Observatoire de l'administration publique, L'État québécois en perspective, <http://www.etatquebecois.enap.ca/fr/accueil.aspx>